

Questions orales

LA CONFIANCE DES ENTREPRISES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je voudrais aborder la question de la confiance. Juste avant les dernières élections, le ministre des Finances s'en souvient, son chef, lui-même et d'autres membres du parti conservateur affirmaient aux Canadiens que les chefs d'entreprises et les investisseurs reprendraient confiance dans le Canada presque immédiatement s'ils élaient un gouvernement conservateur majoritaire. Le ministre des Finances peut-il nous dire si les augmentations récentes des taux d'intérêt et la dépréciation de notre dollar sont des signes évidents du regain de confiance des entreprises?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Depuis le 8 novembre, monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de discuter avec des représentants de nombreux organismes, notamment du patronat et des syndicats, dans diverses régions du pays. Cela étant, je puis affirmer au député et à ses collègues que les milieux d'affaires canadiens ont nettement repris confiance grâce aux mesures annoncées le 8 novembre. J'ajoute que j'ai passé les deux derniers jours de la semaine dernière à discuter à New York avec des membres des milieux financiers internationaux et qu'ils m'ont dit exactement la même chose à propos de leur attitude envers le Canada. Les chefs d'entreprises sont en train de reprendre rapidement confiance.

LES HAUSSES DES TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Les hausses des taux d'intérêt hypothécaires annoncées récemment et la plus forte augmentation mensuelle du chômage depuis cinq ans sont-elles de nature à nous faire comprendre que le patronat et les investisseurs ont repris confiance?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai expliqué hier que je regrettais cette hausse des taux d'intérêt. J'ai dit quelles en étaient les causes d'après moi. En outre, j'ai souligné que la politique de la Banque du Canada avait permis de tempérer l'augmentation des taux d'intérêt. Quand la situation se sera légèrement stabilisée par rapport aux fluctuations très inhabituelles auxquelles nous assistons actuellement, j'espère que les taux d'intérêt baisseront et que les taux hypothécaires diminueront eux aussi.

LES PRÉVISIONS RELATIVES À LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, d'après les dernières prévisions de la société Wood Gundy, la croissance réelle du PNB sera de 2.9 p. 100 ou de près de 3 p. 100 en 1985, alors qu'elle a été de 4.4 p. 100 en 1984. Le ministre voit-il dans ce chiffre la confirmation du regain de confiance du patronat et des investisseurs qui devait se produire dès l'arrivée au pouvoir des conservateurs, d'après les belles promesses qu'il a faites aux Canadiens? Est-ce à des signes de ce genre que les Canadiens devraient se fier?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que j'avais prévu en novembre dernier que la croissance réelle de l'économie canadienne

serait d'environ 2.4 p. 100 en 1985. Par la suite, j'ai fait des projections plus optimistes.

Une voix: C'est une baisse par rapport à 1984.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je ne suis pas satisfait de la diminution du taux de croissance par rapport à 1984, mais nous nous dirigeons dans la bonne direction. Les prévisions portant sur 1985 sont de plus en plus favorables et je m'attends...

M. Deans: Des taux d'intérêt qui grimpent, un dollar en baisse et une hausse du chômage!

• (1430)

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Si le député voulait bien écouter ma réponse, monsieur le Président, il apprendrait peut-être quelque chose. Je lui dis simplement que les prévisions de tous les économistes pour 1985 sont plus favorables qu'elles ne l'étaient l'automne dernier. C'est un très bon signe.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES RELATIONS CANADA-ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Au cours des derniers jours, on a été témoin du coup de Jarnac que le ministre de l'Expansion industrielle régionale a essayé de passer au Québec, notamment dans le cas de la Domtar à Windsor et on a vu qu'une des raisons invoquées par le ministre de l'Expansion industrielle régionale pour mettre en péril un investissement de 1.3 milliard de dollars était sa peur des Américains, sa peur des représailles américaines. Et on s'aperçoit, ce matin, que les porte-parole américains nous disent que le ministre mélange les pommes et les oranges parce que sacrifier les emplois dans le domaine du papier fin n'a aucun effet au niveau du bois d'œuvre.

Est-ce que le ministre peut dire à la Chambre comment le gouvernement peut concilier le fait d'annuler un projet dans le domaine du papier fin, pour essayer de régler nos problèmes dans nos relations Canada-États-Unis, avec le problème relatif au bois d'œuvre?

[Traduction]

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, pour répondre à mon honorable collègue, je ne sais trop s'il a l'esprit confus ou pas. S'il m'attribue des énoncés de politique ministérielle à cet égard, il fait erreur. Tout ce que je puis lui dire, c'est qu'en vertu de la loi américaine, lorsque des subventions sont consenties à des entreprises canadiennes, il est possible que le gouvernement américain use de mesures de représailles contre nous à l'égard de ces subventions.